

LES ENJEUX DE L'INTÉGRATION AFRICAINE DANS LA PENSÉE DE KWAME NKRUMAH

Zingbe Ana Fatym

(Doctorante en philosophie)

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Département de philosophie,

Esthétique et Philosophie Africaine

Anafathymzingbe95@gmail.com

Résumé :

Le présent travail explore les enjeux de l'intégration africaine à travers la pensée de K. Nkrumah, figure majeure du panafricanisme et de la lutte pour l'unité du continent. L'étude s'inscrit dans une problématique centrale : comment l'intégration africaine peut-elle constituer un levier de développement politique, économique et social face aux séquelles de la colonisation et à la fragmentation des États africains ? Deux aspects principaux sont examinés : la dimension politique et idéologique de l'intégration, et sa dimension économique et sociale. Dès l'introduction, le travail souligne l'importance de l'unité africaine comme condition sine qua non de la libération et du progrès du continent. Nkrumah insiste sur la nécessité d'une fédération africaine capable de surmonter les divisions héritées de la colonisation et de renforcer la souveraineté collective (Nkrumah, 1963, p. 35). L'hypothèse centrale est que sans intégration politique et économique, l'Afrique restera vulnérable face aux pressions extérieures et aux défis internes, tels que le sous-développement et les conflits interétatiques.

Le développement se structure en trois axes principaux. La première traite de l'intégration comme projet idéologique et

politique, où Nkrumah plaide pour une conscience africaine commune et la création d'institutions fédérales continentales (1964, p. 101). Le deuxième axe analyse l'intégration comme impératif économique, insistant sur la nécessité de marchés unifiés, de développement industriel et de coopération dans les secteurs stratégiques (Nkrumah, 1963, p. 78). Le troisième axe met en lumière les défis contemporains de cette intégration, notamment les tensions entre souverainetés nationales et ambitions panafricaines, ainsi que la lenteur des processus institutionnels, tout en soulignant les perspectives offertes par l'Union africaine et les initiatives régionales.

En conclusion, le travail met en évidence que l'intégration africaine demeure une condition indispensable pour assurer l'autonomie, le développement et la stabilité du continent. Nkrumah reste une référence incontournable pour penser la convergence des intérêts politiques, économiques et sociaux africains, et pour promouvoir une vision d'unité et de solidarité continentale (1961, p. 49). L'étude confirme que le défi de l'intégration n'est pas seulement institutionnel, mais avant tout idéologique et stratégique, impliquant l'engagement des États, des peuples et des élites africaines.

Mots-clés :Intégration-Industriel-Solidarité-Autonomie-Institutionnel-Ideologie-Economique.

Summary

This work examines the challenges of African integration through the thought of Kwame Nkrumah, a leading figure in Pan-Africanism and the struggle for continental unity. The study revolves around a central question: how can African integration serve as a lever for political, economic, and social development in

the face of colonial legacies and fragmented African states? Two main aspects are considered: the political and ideological dimension of integration, and its economic and social dimension. From the outset, the introduction emphasizes the importance of African unity as a prerequisite for the continent's liberation and progress. Nkrumah stresses the necessity of a continental federation capable of overcoming colonial divisions and strengthening collective sovereignty (1963, p. 35). The central hypothesis is that without political and economic integration, Africa will remain vulnerable to external pressures and internal challenges, such as underdevelopment and inter-state conflicts.

The development is organized into three main sections. The first discusses integration as an ideological and political project, highlighting Nkrumah's call for a common African consciousness and the creation of federal continental institutions (1964, p. 101). The second section analyzes integration as an economic imperative, emphasizing the need for unified markets, industrial development, and cooperation in strategic sectors (Nkrumah, 1963, p. 78). The third section addresses contemporary challenges, including tensions between national sovereignty and Pan-African ambitions, and the slow pace of institutional processes, while noting the opportunities offered by the African Union and regional initiatives.

In conclusion, the study underscores that African integration remains essential for ensuring autonomy, development, and stability on the continent. Nkrumah continues to be a key reference for promoting the convergence of political, economic, and social interests in Africa, and for fostering a vision of unity and continental solidarity (I Speak of Freedom, 1961, p. 49). The study confirms that the challenge of integration is not only institutional but also ideological and strategic, requiring the commitment of African states, peoples, and elites.

Keys Word : *Integration-Industrial-Solidarity-Autonomy-Institutionnel-Idéology-Economic.*

Introduction

La question de l'intégration africaine occupe une place prépondérante dans la pensée politique de Kwame Nkrumah, en tant qu'elle se présente non seulement comme un idéal panafricain, mais surtout comme une nécessité historique imposée par les conditions mêmes de la domination coloniale et néocoloniale. Héritière d'un découpage territorial artificiel et d'une fragmentation politique systématiquement entretenue par les puissances impérialistes, l'Afrique postcoloniale se trouve, selon Nkrumah, dans une situation de vulnérabilité structurelle qui compromet à la fois sa souveraineté réelle, son développement économique et son émancipation politique. Dès lors, l'intégration africaine apparaît comme une réponse stratégique à cette condition de dépendance, en ce qu'elle vise à dépasser l'État-nation hérité de la colonisation pour instaurer une unité continentale capable de peser dans l'ordre mondial.

L'idée principale qui guide cette réflexion est que, pour K. Nkrumah, l'intégration africaine ne relève pas d'un simple idéal culturel ou sentimental, mais constitue une exigence politique et économique rationnelle, condition sine qua non de la souveraineté réelle et du développement autonome du continent. Pour lui, l'échec ou la lenteur du processus d'intégration africaine s'explique moins par une impossibilité structurelle que par la persistance du

néocolonialisme, l'absence de volonté politique des élites africaines et la survivance des cadres étatiques hérités de la colonisation. C'est pourquoi, ce travail consiste donc d'analyser les enjeux multiples de l'intégration africaine dans la pensée de Kwame Nkrumah, en mettant en lumière sa portée idéologique, politique et économique. De manière plus spécifique, il s'agira de montrer comment Nkrumah conçoit l'unité africaine comme un projet révolutionnaire visant à transformer les rapports de domination internes et externes, et à examiner les obstacles théoriques et pratiques qui entravent la réalisation de cette unité.

L'intégration africaine constitue donc l'un des axes majeurs de la pensée politique de Kwame Nkrumah, figure emblématique du panafricanisme et premier président du Ghana indépendant. Pour Nkrumah, l'unité africaine n'est ni un simple idéal moral ni une aspiration culturelle abstraite, mais une nécessité historique et politique imposée par les conditions de la domination coloniale et néocoloniale. Dès les années 1950, il affirme que la fragmentation du continent africain en États faibles et dépendants condamne l'Afrique à une subordination durable dans l'ordre mondial. Dans *Africa Must Unite*, il soutient avec force que « l'indépendance politique n'a de sens que si elle conduit à l'unité continentale » (Nkrumah, 1963, p. 132). Ainsi, l'intégration africaine apparaît comme la condition de possibilité de la souveraineté réelle, du développement économique et de l'émancipation politique des peuples africains. L'enjeu central de cette réflexion est donc de comprendre pourquoi, selon Nkrumah, l'unité africaine est à la fois une exigence stratégique, économique et idéologique.

La problématique de l'intégration africaine constitue l'un des axes centraux et structurants de la pensée politique de Kwame Nkrumah, en ce qu'elle s'inscrit dans une critique radicale de l'héritage colonial et des formes contemporaines de domination néocoloniale. Pour Nkrumah, la fragmentation politique de l'Afrique en une multitude d'États artificiels n'est ni fortuite ni neutre : elle est le produit d'un projet impérial visant à maintenir le continent dans un état de dépendance économique et de subordination géopolitique. C'est pourquoi il affirme sans ambiguïté que « la balkanisation de l'Afrique sert les intérêts de l'impérialisme et empêche l'émergence d'une véritable indépendance » (Africa Must Unite, 1963). L'intégration africaine apparaît dès lors comme une exigence historique, non seulement pour parachever les indépendances politiques formelles, mais surtout pour instaurer une souveraineté réelle, fondée sur la maîtrise collective des ressources, la planification économique et l'unité politique du continent.

Dans cette perspective, l'enjeu fondamental de l'intégration africaine dans la pensée de Nkrumah peut être formulé ainsi : comment l'unité africaine peut-elle devenir l'instrument effectif de la libération politique, économique et idéologique du continent face aux mécanismes persistants du néocolonialisme ? Ce problème central se décline en deux interrogations majeures : comment dépasser les souverainetés étatiques étroites, héritées de la colonisation, qui nourrissent les rivalités internes et entravent la construction d'une autorité politique continentale ? Et en quoi l'intégration africaine, telle que conçue par Nkrumah, peut-elle constituer une alternative

crédible au système de dépendance économique imposé par le capitalisme mondial et les anciennes puissances coloniales ?

L'hypothèse principale qui sous-tend cette étude est que, dans la pensée de Kwame Nkrumah, l'intégration africaine ne relève ni d'un simple idéal panafricain ni d'un projet utopique, mais d'une nécessité politique rationnelle, condition indispensable à la survie et à l'émancipation du continent. Nkrumah soutient à cet égard que « l'indépendance politique sans unité économique et politique est vide de sens » (1965). Une hypothèse secondaire consiste à affirmer que les difficultés du processus d'intégration africaine s'expliquent principalement par la persistance du néocolonialisme, la faiblesse de la conscience panafricaine au sein des élites dirigeantes et la reproduction des structures étatiques coloniales, plutôt que par une impossibilité intrinsèque du projet unitaire. L'objectif général de ce travail est ainsi d'analyser les enjeux multiples de l'intégration africaine dans la pensée de Kwame Nkrumah, en mettant en lumière sa dimension idéologique, politique et économique. Plus spécifiquement, il s'agira de montrer comment Nkrumah conçoit l'unité africaine comme un projet révolutionnaire visant à transformer les rapports de domination internes et externes, et d'identifier les obstacles théoriques et pratiques qui entravent sa réalisation. La démarche méthodologique adoptée sera essentiellement analytique et critique : elle reposera sur une lecture approfondie des œuvres majeures de Nkrumah, replacées dans leur contexte historique et politique, tout en mobilisant, de manière complémentaire, certaines contributions du

panafricanisme et de la pensée politique africaine contemporaine afin d'évaluer la portée et l'actualité de son projet d'intégration continentale.

I. L'intégration africaine comme impératif politique face à la fragmentation coloniale

Dans la pensée de Kwame Nkrumah, l'intégration africaine trouve d'abord sa justification dans la critique radicale du morcellement politique hérité de la colonisation. Les frontières artificielles imposées par les puissances européennes ont, selon lui, empêché l'émergence d'États africains viables et souverains. Il affirme que « les États africains, pris isolément, sont trop petits pour assurer leur sécurité et leur indépendance » (1963, p. 136). Cette faiblesse structurelle rend les jeunes nations vulnérables aux pressions extérieures et aux ingérences économiques et militaires. Nkrumah conçoit alors l'intégration africaine comme un dépassement nécessaire de la souveraineté nationale formelle. Il plaide pour la création d'un gouvernement continental africain capable de coordonner la défense, la diplomatie et les grandes orientations politiques. Dans *Je parle de paix*, il soutient que « la liberté de l'Afrique ne peut être garantie que par une autorité politique centrale représentant l'ensemble du continent » (Nkrumah, 1961, p. 189). L'enjeu politique fondamental de l'intégration est ainsi la reconquête d'une souveraineté collective, seule capable de rompre définitivement avec l'héritage colonial.

L'intégration africaine s'impose, dans la pensée politique panafricaine, comme un impératif historique et

normatif face à la fragmentation héritée de l'entreprise coloniale. Cette fragmentation n'est pas un simple accident géographique, mais le produit d'une rationalité impériale qui, en découpant arbitrairement l'espace africain, a désarticulé les unités politiques, économiques et culturelles précoloniales, tout en installant des structures étatiques artificielles et dépendantes. K. Nkrumah analyse ce morcellement comme la condition même de la perpétuation de la domination impérialiste après les indépendances formelles. Selon lui, « l'indépendance politique n'a de sens que si elle conduit à la libération économique et à l'unité continentale » (Nkrumah, *Africa Must Unite*, 1963, p. 4). La balkanisation de l'Afrique, loin d'être neutre, empêche toute autonomie stratégique réelle et condamne les jeunes États à une vulnérabilité structurelle face aux puissances étrangères. Dans *Neo-Colonialism*, Nkrumah souligne que « divisés en une multitude de petits États économiquement faibles, les pays africains demeurent incapables de résister aux pressions du capital international » (1965, p. 239).

L'intégration africaine apparaît alors comme une exigence politique visant à dépasser les frontières coloniales pour reconstituer une souveraineté collective, seule à même de rompre avec les logiques néocoloniales. Cette thèse est renforcée par la critique historique de l'État postcolonial formulée par F. Fanon, pour qui la nation issue de la colonisation risque de devenir un cadre étroit, incapable de porter une véritable émancipation populaire. Fanon affirme que « l'Afrique doit dépasser le cadre national hérité de la colonisation si elle veut éviter la reproduction des rapports de domination » (1961, p. 180). Dans cette perspective, l'intégration n'est pas seulement

une coopération fonctionnelle entre États, mais un projet politique de refondation, visant à restituer à l'Afrique une unité stratégique et symbolique confisquée par l'histoire coloniale.

C. A. Diop, quant à lui, inscrit cette exigence dans une profondeur historique plus large, en montrant que l'unité africaine n'est pas une invention moderne, mais la réactivation d'une continuité civilisationnelle brisée par la colonisation. Il soutient que « les frontières actuelles de l'Afrique ne correspondent à aucune réalité historique ou culturelle africaine » (1981, p. 48), et plaide pour un État fédéral africain capable d'assurer le développement scientifique, économique et culturel du continent. Ainsi, l'intégration africaine se présente comme une réponse politique à la violence symbolique et matérielle de la fragmentation coloniale : elle vise à reconstruire une capacité d'action collective, à rétablir une cohérence historique et à instituer un espace politique continental apte à porter les aspirations des peuples africains. Chez Nkrumah, cette intégration est urgente et non graduelle, car « retarder l'unité, c'est offrir à l'impérialisme le temps nécessaire pour se réorganiser » (1963, p. 132). L'unité africaine devient ainsi un impératif catégorique de la pensée politique panafricaine : elle est la condition de possibilité d'une souveraineté réelle, d'un développement autonome et d'une décolonisation véritable, non seulement des territoires, mais aussi des structures économiques et des imaginaires politiques.

La question de l'intégration africaine s'inscrit donc dans une dynamique historique où la fragmentation coloniale a laissé des États artificiellement construits, dépourvus

d'autonomie politique et économique véritable. Pour Kwame Nkrumah, cette fragmentation n'est pas simplement un héritage politique, mais un obstacle fondamental au développement et à la souveraineté des peuples africains. Dans *Africa Must Unite* (1963, p. 23), Nkrumah soutient que « tant que l'Afrique restera divisée en petites entités incapables de se défendre, elle sera condamnée à la dépendance économique et à la manipulation politique par les puissances étrangères ». Il insiste sur le fait que l'unité politique est non seulement un objectif idéologique, mais un impératif stratégique pour assurer la sécurité et l'avenir du continent. La fragmentation coloniale a également généré une mosaïque de systèmes politiques, économiques et sociaux incompatibles entre eux, rendant l'action collective difficile et limitant la capacité de l'Afrique à peser sur les affaires mondiales. Comme le souligne Nkrumah, « l'unité africaine n'est pas une utopie, mais une nécessité historique » (1964, p. 45). Cette perspective repose sur la conviction que la survie politique et économique de l'Afrique ne peut s'envisager qu'à travers la consolidation d'institutions supranationales et d'une politique commune capable de dépasser les divisions héritées de la colonisation.

Par ailleurs, des penseurs comme C. A. Diop mettent en lumière l'importance de l'unité culturelle et historique pour renforcer l'intégration politique. Dans *Civilisation ou barbarie* (1981, p. 312), Diop affirme que « l'Afrique ne pourra se reconstruire qu'en réaffirmant sa mémoire commune et ses valeurs civilisationnelles face aux fractures imposées par l'occupation coloniale ». Cette approche souligne que l'intégration politique ne peut se dissocier de la cohésion culturelle et identitaire, laquelle

constitue un socle indispensable pour la mise en œuvre d'une politique panafricaine cohérente.

Enfin, l'impératif de l'intégration africaine prend également une dimension pragmatique dans le contexte des relations internationales. Une Afrique unie est mieux armée pour négocier avec les grandes puissances, promouvoir le commerce intra-africain et développer une coopération économique autonome. Comme le résume Nkrumah : « Seule une Fédération africaine pourra libérer le continent de l'esclavage économique et garantir la justice sociale à ses populations » (1963, p. 78). Ainsi, l'intégration africaine, au-delà de son caractère idéologique, constitue une nécessité politique, économique et culturelle pour rompre avec le statu quo postcolonial et affirmer la souveraineté du continent sur la scène mondiale.

II. L'unité africaine comme condition du développement économique autonome

Au-delà de la dimension politique, Nkrumah fait de l'intégration africaine un levier essentiel du développement économique. Il considère que le sous-développement africain résulte principalement de l'exploitation économique coloniale, prolongée sous des formes nouvelles après les indépendances. Dans *Neo-Colonialism*, il affirme que « l'Afrique demeure économiquement dépendante parce que ses économies sont désarticulées et tournées vers l'extérieur » (Nkrumah, 1965, p. 9). L'intégration économique apparaît alors comme un moyen de rompre avec cette dépendance structurelle. Nkrumah insiste sur la nécessité de mettre en commun les ressources naturelles,

les infrastructures et les capacités industrielles du continent. Il écrit que « seule une économie continentale intégrée peut fournir la base matérielle du socialisme africain » (Nkrumah, 1963, p. 154). L'enjeu est ici la construction d'un marché intérieur africain suffisamment vaste pour soutenir l'industrialisation, réduire la dépendance aux exportations de matières premières et garantir un développement endogène.

L'unité africaine apparaît, dans la pensée de Kwame Nkrumah, non comme un idéal abstrait ou un simple projet politique, mais comme la condition structurelle et historique du développement économique autonome du continent. Pour Nkrumah, l'Afrique postcoloniale demeure enfermée dans une dépendance systémique tant qu'elle reste morcelée en États faibles, économiquement vulnérables et politiquement exposés aux pressions extérieures. Dans *Africa Must Unite*, il affirme avec force que « la balkanisation de l'Afrique est un héritage du colonialisme, conçu précisément pour empêcher l'émergence d'un développement indépendant et intégré » (Nkrumah, 1963, p. 217). L'unité africaine devient ainsi le moyen de rompre avec la logique d'exportation primaire, de dépendance financière et de domination technologique imposée par l'économie mondiale capitaliste.

Cette exigence d'unité repose sur une analyse matérialiste des rapports économiques internationaux. Nkrumah montre que les économies africaines, prises isolément, ne disposent ni de marchés intérieurs suffisants, ni de capacités industrielles autonomes, ni de pouvoir de négociation réel face aux grandes puissances et aux firmes transnationales. Dans *Neo-Colonialism*, il souligne que « l'indépendance politique sans unité économique conduit

inévitablement à une nouvelle forme de domination, plus subtile mais tout aussi efficace » (Nkrumah, 1965, p. 9). L'unité africaine permettrait alors la mise en commun des ressources naturelles, la planification continentale du développement, la création d'industries lourdes et la maîtrise collective des circuits financiers et commerciaux, conditions indispensables à une véritable souveraineté économique. Cette thèse trouve un écho chez d'autres penseurs africains et tiers-mondistes. S. Amin, par exemple, insiste sur le fait que le sous-développement africain n'est pas un retard interne, mais le produit d'une insertion dépendante dans l'économie mondiale. Selon lui, seule une intégration régionale ou continentale forte peut permettre une « *déconnexion relative* » vis-à-vis du système capitaliste mondial (Amin, 1973, p. 365). De même, Frantz Fanon avertit que les États africains isolés risquent de devenir des « *bourgeoisies compradores* », relais locaux des intérêts étrangers, incapables de porter un projet national et populaire de développement (1961, p. 152). L'unité africaine apparaît alors comme une condition politique de la transformation sociale, et non comme un simple mécanisme de coopération économique.

Chez Nkrumah, cette unité ne se limite pas à une coordination interétatique souple ; elle suppose une fédération politique dotée d'institutions communes capables d'orienter le développement continental. Il affirme ainsi que « le développement économique de l'Afrique exige une autorité centrale capable de planifier à l'échelle du continent » (Nkrumah, 1963, p. 170). Sans cette centralisation stratégique, les politiques économiques nationales restent fragmentées, concurrentes et

vulnérables aux ingérences extérieures. L'unité africaine devient donc le fondement d'un développement autocentré, fondé sur les besoins des peuples africains et non sur les exigences du marché mondial.

En définitive, l'unité africaine, telle que pensée par Nkrumah et prolongée par d'autres auteurs critiques, constitue la condition historique du dépassement du sous-développement et de la dépendance. Elle n'est pas un supplément idéologique au développement, mais sa condition de possibilité même. Tant que l'Afrique restera divisée, son développement demeurera extraverti et fragile ; mais unifiée, elle pourra enfin transformer ses ressources, maîtriser son destin économique et inscrire son avenir dans une véritable autonomie collective. L'unité africaine apparaît comme une condition indispensable au développement économique autonome du continent. Pour K. Nkrumah, dans *Africa Must Unite* (1963), l'unité n'est pas seulement un idéal politique, mais un prérequis pratique à toute transformation économique durable. Il souligne que les fractures héritées de la colonisation frontières artificielles, États faibles et fragmentés ont empêché l'émergence d'une économie africaine intégrée, capable de planifier et d'industrialiser le continent.

Nkrumah affirme que « dans un monde où dix-huit pays africains ont déjà accédé à l'indépendance, la libération totale de l'Afrique du joug colonial et de l'exploitation impérialiste reste tributaire de l'unité des nations africaines » (1963, p. 45). Selon lui, l'unité politique doit précéder toute transformation économique afin de créer les conditions pour la mobilisation des ressources, la protection contre l'ingérence néocoloniale et la mise en

œuvre de plans de développement à l'échelle continentale. Ainsi, pour Nkrumah, une Afrique morcelée ne peut ni s'industrialiser ni s'affranchir de la domination économique extérieure.

J. Nyerere, quant à lui, met en évidence la dimension stratégique de l'unité africaine dans le renforcement de l'autonomie économique. Dans un discours historique, il déclare : « Sans unité, il n'y a pas d'avenir pour l'Afrique... L'unité ne nous rendra pas riches, mais elle permettra aux Africains de ne pas être ignorés ni humiliés sur la scène internationale » (1965, p. 12). Pour Nyerere, l'unité constitue un instrument de puissance économique, capable de protéger le continent contre les pressions extérieures et de permettre une meilleure gestion de ses ressources. Sa philosophie du Ujamaa, développée notamment dans la Déclaration d'Arusha (1967), met en avant l'autosuffisance et la coopération locale, principes qui trouvent un prolongement à l'échelle continentale : la solidarité entre États africains, le partage des infrastructures et des savoir-faire sont perçus comme des leviers essentiels d'un développement endogène et autonome.

L'unité africaine et l'autonomie économique entretiennent ainsi une relation dialectique. L'unité crée les bases politiques, sociales et économiques nécessaires pour rompre avec la dépendance structurelle aux marchés extérieurs. Cette idée se retrouve dans les stratégies contemporaines de développement, comme l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui identifie l'intégration politique et économique comme des vecteurs essentiels pour éradiquer la pauvreté, renforcer l'industrialisation et repositionner l'Afrique comme acteur autonome dans l'économie mondiale

(Agenda 2063, Union africaine, 2015, p. 34). En somme, l'unité africaine n'est pas un simple idéal symbolique, mais une nécessité historique et pratique pour le développement autonome du continent. Chez Nkrumah, elle est la clé d'une planification économique libérée de la domination néocoloniale ; chez Nyerere, elle est la force qui permet à l'Afrique de peser sur la scène économique internationale. Toutes deux convergent vers une même conclusion : sans unité réelle, l'Afrique restera enfermée dans des structures économiques dépendantes et incapables de répondre aux besoins de ses peuples.

III. L'intégration africaine comme projet idéologique et panafricain

L'intégration africaine possède chez Nkrumah une dimension profondément idéologique. Elle s'inscrit dans le cadre plus large du panafricanisme, conçu comme une conscience historique et politique commune aux peuples africains et à la diaspora. Nkrumah affirme que « l'unité africaine repose sur une communauté de destin forgée par l'histoire de l'oppression et de la résistance » (Nkrumah, 1964, p. 68). Dans cette perspective, l'intégration africaine vise également à restaurer la dignité et l'identité africaines, niées par le discours colonial. Le panafricanisme n'est pas seulement un projet institutionnel, mais une philosophie politique fondée sur la solidarité, l'égalité et la libération collective. Nkrumah soutient que « l'Afrique ne pourra parler d'une seule voix sur la scène internationale que lorsqu'elle aura retrouvé l'unité de sa conscience politique » (Nkrumah, 1961, p. 213). L'enjeu idéologique de l'intégration

est donc la construction d'un sujet politique africain capable de s'affirmer dans le monde.

L'intégration africaine, dans la pensée panafricaine, ne saurait être réduite à un simple mécanisme institutionnel ou à une coopération pragmatique entre États souverains ; elle constitue avant tout un projet idéologique, porteur d'une vision historique, politique et émancipatrice du destin du continent. Chez K. Nkrumah, cette intégration s'inscrit dans une conception radicale du panafricanisme comme conscience politique collective, forgée dans l'expérience commune de la domination coloniale et orientée vers la reconquête de la souveraineté réelle. Dans *Africa Must Unite*, Nkrumah affirme que « l'unité africaine est la condition préalable de la liberté et du progrès », soulignant que les indépendances formelles, isolées les unes des autres, demeurent vulnérables face aux forces du néocolonialisme (Nkrumah, *Africa Must Unite*, 1963, p. 132). L'intégration apparaît ainsi comme un impératif idéologique : elle vise à dépasser l'État-nation hérité de la colonisation pour fonder une communauté politique africaine capable de décider de son propre avenir.

Cette dimension idéologique du projet intégrationniste se nourrit d'une critique profonde de la balkanisation du continent. Pour Nkrumah, les frontières coloniales ont fragmenté artificiellement des peuples liés par l'histoire, la culture et des intérêts économiques communs, transformant l'Afrique en une mosaïque d'États faibles et dépendants. Il écrit à ce propos que « la division politique de l'Afrique est l'arme la plus efficace de l'impérialisme moderne » (Nkrumah, 1965, p. 239). L'intégration panafricaine se présente alors comme un

projet de réunification historique, destiné à restaurer une unité confisquée et à instaurer une souveraineté continentale, seule à même de résister aux pressions économiques, militaires et idéologiques des puissances extérieures. Au-delà de Nkrumah, d'autres penseurs panafricanistes ont insisté sur la portée idéologique de l'intégration africaine. C. A. Diop, par exemple, voit dans l'unité africaine non seulement une exigence politique, mais aussi une nécessité culturelle et civilisationnelle. Dans *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*, il soutient que l'intégration est indispensable pour reconstruire une conscience historique africaine et rompre avec l'aliénation culturelle héritée de la colonisation (Diop, 1960, p. 87). L'unité africaine devient ainsi un projet global, articulant politique, économie et culture, et visant la renaissance d'une civilisation africaine autonome.

Cette perspective est également partagée par Julius Nyerere, pour qui l'intégration africaine relève d'un choix idéologique fondamental en faveur de la solidarité contre la logique de concurrence imposée par le capitalisme mondial. Nyerere affirme que « l'Afrique unie aura la force de choisir son propre modèle de développement, au lieu de subir celui des autres » (1966, p. 173). L'intégration n'est donc pas seulement un moyen d'accroître la puissance économique, mais un instrument de libération collective, fondé sur des valeurs panafricaines de coopération, d'égalité et de justice sociale. Ainsi conçue, l'intégration africaine comme projet idéologique et panafricain exprime une ambition historique : transformer la pluralité des États africains en une communauté politique consciente de ses

intérêts communs et capable d'agir comme sujet autonome de l'histoire mondiale. Elle incarne une vision de l'Afrique comme acteur collectif, refusant la marginalisation et la dépendance, et affirmant, selon les mots de Nkrumah, que « l'Afrique ne se développera que par l'Afrique unie » (1963, p. 217). En ce sens, l'intégration africaine demeure moins un objectif achevé qu'un horizon idéologique, toujours à réactualiser face aux défis contemporains du continent.

L'intégration africaine dépasse le simple rapprochement institutionnel ou économique entre États et s'affirme comme un projet idéologique profondément enraciné dans l'histoire du panafricanisme. Ce mouvement, qui prend forme dès la fin du XIX^e siècle, a pour vocation de forger une conscience politique, culturelle et sociale commune entre les peuples africains et leur diaspora, en soulignant que la libération de l'Afrique et l'unité de ses peuples sont indissociables. Comme le rappellent les théoriciens panafricanistes, « les peuples africains, tant sur le continent que dans la diaspora, partagent non seulement une histoire commune, mais aussi un destin commun » (globalafricasciences.org). Cette affirmation montre que l'intégration africaine ne saurait se limiter à des accords diplomatiques ou économiques ; elle constitue avant tout une vision normative et morale, orientée vers la souveraineté et le développement endogène du continent. Dans ce cadre, K. Nkrumah a été l'un des principaux architectes de la pensée panafricaine moderne. Dans son ouvrage *Africa Must Unite* (1963), il insiste sur la nécessité de dépasser les divisions héritées du colonialisme en affirmant que « Nous, en Afrique et dans ses îles, sommes une seule Afrique. Nous rejetons l'idée de toute division » (books.openedition.org).

Pour Nkrumah, l'indépendance formelle acquise par les États africains ne représente qu'une étape partielle : l'unité continentale est indispensable pour garantir une libération politique et économique complète, permettant à l'Afrique de définir ses propres priorités et de résister aux ingérences étrangères. L'intégration devient ainsi une continuité de la lutte anticoloniale, une transition de la libération nationale vers la libération continentale. Le projet d'intégration africaine s'enracine également dans une affirmation culturelle et identitaire, que l'on retrouve chez W. E. B. Du Bois et M. Garvey, qui insistent sur la nécessité pour les Africains et leurs descendants de se réapproprier leur histoire et leur culture. Selon Du Bois, l'unité entre Africains et Afro-descendants est essentielle pour renverser les paradigmes de domination hérités de l'esclavage et du colonialisme et pour permettre aux Africains de « se définir eux-mêmes » dans la sphère intellectuelle et politique (scispace.com). Ainsi, l'intégration africaine ne se réduit pas à un mécanisme de coopération, elle est une idéologie qui articule mémoire, identité et projet politique, visant à forger une Afrique unie et souveraine.

Cette dimension idéologique s'est concrétisée par la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963 puis de l'Union africaine en 2002, institutions destinées à traduire l'idéal panafricaniste en actions politiques et économiques concrètes. L'Agenda 2063, adopté par l'Union africaine, illustre cette ambition : il prévoit explicitement « intégration politique et la création d'une Afrique unie fédérale ou confédérée » (fr.wikipedia.org). Les initiatives comme la Zone de libre-

échange continentale africaine (AfCFTA) ou les programmes de coopération culturelle et jeunesse montrent que l'intégration n'est pas seulement un objectif institutionnel, mais une dynamique vivante visant à renforcer les solidarités transcontinentales, à mobiliser les ressources africaines et à promouvoir un développement autonome. Ainsi, le projet idéologique et panafricain de l'intégration africaine se présente comme une vision globale du destin du continent, fondée sur la solidarité, la coopération et l'autodétermination. L'enjeu spécifique de l'intégration africaine consiste à s'ouvrir au monde industriel, pour que les pays développés mettent à la disposition des pays sous-développés les avantages de leur réserve de connaissances techniques afin de nous aider à réaliser la vie meilleure à laquelle nous aspirons. En d'autres termes, l'enjeu de l'intégration a pour objectif, d'unir les peuples d'Afrique, pour s'entraider mutuellement à produire plus d'énergie mécanique afin d'alléger leurs fardeaux. Ce qui explique que l'enjeu de l'intégration consiste à créer une entreprise collective à laquelle tous les pays collaborent à travers l'union des nations et de ses institutions spécifiques. Pour Nkrumah, c'est par le bien de l'intégration que les pays africains peuvent accroître grandement l'activité industriel, afin d'élever substantiellement leur niveau de vie. En un mot, pour l'auteur, le transfert des technologies en Afrique doit être conçus et contrôlés de façon à profiter aux populations des régions dans lesquelles il seront mis en œuvre. S. Diakité (2014, pp.17-18) ajoute que :

Le transfert des technologies en Afrique doit être profitable aux nations africaines et non le contraire, car le transfert des technologies non dialectisé mène à l'aliénation,

au pillage, à la perte de la souveraineté, à la l'instrumentalisation de la raison avec toutes ses conséquences politiques, sociales et culturelle. C'est pourquoi, il est temps, pour les États africains modernes de restituer à leur continent ce qu'il a perdu, de rétablir les chaînons qui manquent dans la voie processuelle d'auto-développement, en analysant avec discernement l'apport des multinationales, en essayant de voir dans leur fonctionnement, les mécanismes à l'harmonie sociétaire.

Pour l'auteur, il est temps, d'imposer aux multinationales une rationalité morale pratique, qui doit avoir pour vocation le partage équilibré, afin d'éviter qu'une puissance s'enrichisse sur le dos des pays africains. L'implantation des entreprises étrangères en Afrique doit pouvoir sauver les africains, de la faim, le désespoir et la misère. Ces deux penseurs incarnent la conviction que l'Afrique, en se fédérant politiquement et économiquement, peut non seulement surmonter les séquelles du colonialisme, mais aussi s'affirmer sur la scène internationale en tant qu'acteur souverain capable de déterminer son avenir. L'intégration africaine devient alors un projet normatif et existentiel, reliant unité politique, affirmation culturelle et développement économique, et inscrivant le continent dans une perspective de renaissance panafricaine. En somme, pour Nkrumah, aucune nation ne peut se développer tout en vivant en autarcie détacher du monde, car nous sommes dans un monde d'indépendant, alors il devient nécessaire pour les africains d'adopter la culture technicienne pour la mettre au service de production, de recherche-développement, qui innove en matière de produits, de

marketing, de suivi financier, de planification stratégique de vente et biens d'autres.

Conclusion

En définitive, l'intégration africaine apparaît, dans la pensée de Kwame Nkrumah, non comme une option politique parmi d'autres, mais comme une nécessité historique dictée par les conditions mêmes de l'existence postcoloniale du continent. Face à la fragmentation héritée de la colonisation, à la dépendance économique structurelle et à la persistance des formes renouvelées de domination impérialiste, Nkrumah affirme avec force que seule l'unité politique de l'Afrique peut garantir la souveraineté réelle de ses peuples. Comme il l'écrit sans ambiguïté : « *L'Afrique doit s'unir ou périr* » (1963, p. 217). Cette formule lapidaire condense toute la portée normative de son projet : l'intégration n'est pas simplement un idéal moral, elle constitue une condition de survie politique dans un système international structuré par des rapports de force asymétriques. Sur le plan économique, Nkrumah montre que l'émiettement des États africains empêche toute stratégie de développement autonome et favorise la reproduction du néocolonialisme.

Dans *Neo-Colonialism*, il démontre que l'indépendance formelle reste vide de substance tant que les structures économiques demeurent contrôlées de l'extérieur : « L'essence du néocolonialisme est que l'État qui y est soumis est, en théorie, indépendant, mais qu'en réalité son système économique et sa politique sont dirigés de l'extérieur » (1965, p. 9). L'intégration africaine devient alors le seul

cadre capable de rompre cette dépendance, en permettant la mutualisation des ressources, la planification continentale et la construction d'un marché intérieur suffisamment vaste pour soutenir une industrialisation endogène. Mais l'enjeu de l'intégration africaine dépasse la seule rationalité économique ; il est également culturel, historique et existentiel. Pour Nkrumah, l'unité africaine doit restaurer une conscience collective brisée par l'ordre colonial, en réactivant une solidarité panafricaine fondée sur une histoire partagée de dépossession et de résistance. Cette dimension rejoint la réflexion de C. A. Diop, pour qui « l'unité politique de l'Afrique est la condition préalable à sa renaissance culturelle et scientifique » (1960, p. 21). L'intégration apparaît ainsi comme un projet de réappropriation de soi, visant à restituer aux Africains la maîtrise de leur destin historique.

Cependant, Nkrumah demeure conscient des résistances internes à ce projet : nationalismes étroits, élites bureaucratiques héritées de la colonisation, et peur de la perte de souveraineté étatique. Il n'y voit pas des obstacles insurmontables, mais les symptômes d'une conscience politique inachevée. À ce titre, il affirme que « le nationalisme africain, s'il ne s'élève pas au niveau continental, se retourne contre lui-même » (1963, p. 122). L'intégration africaine exige donc une transformation profonde des mentalités politiques, un dépassement des intérêts immédiats au profit d'une vision à long terme du bien commun continental. Ainsi comprise, l'intégration africaine dans la pensée de K. Nkrumah s'impose comme un projet total : politique par la construction d'un pouvoir continental, économique par la lutte contre la dépendance,

et éthique par l'affirmation de la dignité historique des peuples africains. Elle demeure, aujourd'hui encore, un horizon critique à partir duquel évaluer les limites des processus d'intégration actuels et mesurer l'écart entre l'unité institutionnelle proclamée et l'unité politique véritablement réalisée. En ce sens, la pensée de Nkrumah conserve toute son actualité, en rappelant que l'Afrique ne pourra être actrice de l'histoire mondiale qu'à la condition de parler d'une seule voix et d'agir comme un seul corps politique.

Dans la pensée de K. Nkrumah, l'intégration africaine apparaît comme une exigence multidimensionnelle, à la fois politique, économique et idéologique. Elle constitue la condition de la souveraineté réelle des États africains, le fondement d'un développement économique autonome et l'expression la plus aboutie du panafricanisme. En insistant sur l'urgence de l'unité, Nkrumah met en lumière les dangers de la fragmentation et du néocolonialisme, tout en proposant une vision audacieuse d'une Afrique unie et maîtresse de son destin. Si les obstacles à cette intégration demeurent considérables, la pensée de Nkrumah conserve une actualité profonde, en rappelant que l'avenir de l'Afrique dépend largement de sa capacité à dépasser les divisions héritées de l'histoire coloniale.

Bibliographie

Cheikh Anta Diop, 1959, *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*, Présence Africaine, Paris

Cheikh Anta Diop, 1981, *Civilisation ou barbarie*, Présence Africaine, Paris

Frantz Fanon, 1961, *Les Damnés de la terre*, préfacé par Jean-Paul Sartre, Éditions François Maspero, France

Joseph Ki-Zerbo, 2003, *À quand l'Afrique ?* Éditions de l'Aube, Paris

Julius Nyerere, 1965, *Freedom and Unity (Uhuru na Umoja): A selection from writings and speeches 1952-1965*, Oxford University Press, Tanganyika

Kwamé Nkrumah, 1961, *I Speak of Freedom: A Statement of African Ideology*, Heinemann, Londres

Kwamé Nkrumah, 1961, *I Speak of Freedom: A Statement of African Ideology*, Heinemann, London

Kwamé Nkrumah, 1964, *Africa Must Unite*, Heinemann, Londres

Kwamé Nkrumah, 1976, *Consciencism: Philosophy and Ideology for De-Colonization*, Heinemann, Londres

Kwamé Nkrumah, 1965, *Neo-Colonialism: The Last Stage of Imperialism*, Thomas Nelson & Sons, Londres

Samba Diakité, 2014, *Politique Africaines et identités : des liaisons dangereux*, Éditions Différence Pérenne, Canada

Samir Amin, 1973, *Le développement inégal*, Éditions de Minuit, Paris

Samir Amin, 1971, *L'Afrique de l'Ouest bloquée*, Éditions de Minuit, Paris

Samir Amin, 1976, *L'impérialisme et le développement inégal*, Minuit, Paris

Articles et documents institutionnels

Organisation de l'Unité Africaine (OUA), Charte de l'OUA,

Addis-Abeba, 1963.

Union Africaine, Acte constitutif de l'Union africaine, Lomé, 2000.

Kwame Nkrumah, 1964, *Consciencism: Philosophy and Ideology for Decolonization*, Heinemann, London